

Japon : 4 ans après la tragédie, vers un redémarrer de réacteurs (15 avril 2015)

Voilà quatre ans que le Japon a été frappé par un très violent séisme (magnitude 8,9) centré en mer au large de la province de Sendai. Un tsunami gigantesque est venu rapidement dévaster jusqu'à 10 km de la côte un territoire long de plus de 100 km et inonder 4 des 6 réacteurs de Fukushima dont 3 étaient opérationnels au moment du séisme. Noyés, les systèmes de refroidissement de ces 3 réacteurs furent rapidement mis hors service d'où la fusion des cœurs, puis l'explosion hydrogène soufflant les structures supérieures des réacteurs et la dispersion dans l'atmosphère de produits radioactifs dans la région dont la plupart des habitants avaient été préalablement évacués.

En l'espace de quelques jours, de catastrophe naturelle ayant causé près de 20.000 morts et disparus, la catastrophe était devenue un drame nucléaire :

- NISA, l'autorité nucléaire était mise en cause en raison de son laxisme et de sa complaisance avec l'exploitant TEPCo et était totalement discréditée ;
- TEPCo, l'exploitant de Fukushima, était lui aussi mis en cause et critiqué à maints égards (accusé de liaisons incestueuses avec NISA - Nuclear and Industrial Safety Agency, d'arrogance, de mépris, de manque de transparence et de sincérité, d'impréparation, d'incapacité à gérer l'imprévu, etc) ;
- Opinion publique gravement impressionnée par la vue en direct des explosions d'hydrogène et par la dispersion de radionucléides à grande distance du site, explosions assimilées par beaucoup de japonais à des explosions nucléaires ;
- Progressivement, les 48 réacteurs japonais arrêtés l'un après l'autre pour entretien et inspection, n'ont pas été autorisés à redémarrer avant un complet réexamen de sûreté par une nouvelle autorité (NRA - Nuclear Regulatory Authority créée en septembre 2012) de sorte qu'aujourd'hui tous sont encore à l'arrêt ; on sait déjà que parmi les plus anciens réacteurs certains – on parle d'une dizaine – ne seront pas autorisés à redémarrer et devront être démantelés (c'est déjà sûr pour 5 d'entre eux pour lesquels les exploitants eux-mêmes ont annoncé leur intention d'engager le démantèlement : Genkai-1, Mihama-1 et 2, Shimane-1 et Tsuruga-1) ;
- Mais la construction de nouveaux réacteurs sur les sites d'Ohma et Shimane se poursuit normalement ; de même l'avenir du site de Rokkasho (retraitement et fabrication MOX) ne semble pas remis en cause ;
- Coût grandissant des interventions sur le site de Fukushima ainsi que dans la région (décontamination) ;
- Souci récurrent sur la veille sanitaire en matière de cancers de la thyroïde chez les jeunes de la région ;
- Difficile retour des réfugiés déplacés plusieurs années loin de chez eux, au pic ce sont 230.000 personnes (120.000 du fait de Fukushima auxquelles s'ajoutent 110.000 du fait du tsunami) qui ont été directement concernées avec des compensations financières jugées insuffisantes par beaucoup ;
- Sort des quelques 800.000 m³ d'eau contaminée qui après traitement ne pourront être rejetés en mer qu'avec l'accord des syndicats de pêcheurs locaux, ce qui est loin d'être acquis ;
- Sort final des déchets issus de la décontamination des sols et bâtiments maintenant presque résolu à titre provisoire pour quelques (?) années ;
- Menace persistante sur la reprise économique du pays ;
- Grave détérioration de la balance commerciale en raison des importations massives de gaz et de pétrole pour suppléer l'arrêt du nucléaire...

Cette longue litanie, sans doute incomplète, explique amplement pourquoi l'opinion japonaise reste hostile et méfiante, sondage après sondage, à la relance du nucléaire (récemment 52% contre et 35% pour). Reconnaissons aussi que la technologie nucléaire n'est pas facile à mettre en œuvre, particulièrement au Japon : même si le risque tsunami peut parfaitement être pris en compte – cela

n'était pas le cas, loin de là, à Fukushima où il avait été minimisé – les risques volcaniques et sismiques y sont très élevés et nécessitent des études approfondies et des contremesures beaucoup plus sévères que dans la plupart des pays.

Ceci étant tout est loin d'être négatif dans la conjoncture présente : par exemple les nombreuses manifestations intervenues en 2011 et 2012 ont favorisé l'émergence d'une autorité de sûreté indépendante et la mise en place d'un cadre réglementaire rigoureux. On observera par ailleurs que dans la plupart des élections générales et locales des 3 dernières années les candidats les plus hostiles à la remise en service des réacteurs ont été écartés alors que ceux qui étaient les plus favorables ont été élus notamment à Tokyo, ou réélus par exemple aux dernières élections législatives comme le premier ministre Shinzo Abe malgré son soutien très marqué pour la relance nucléaire. Alors que son prédécesseur avait décidé d'arrêter le nucléaire (environ 40% de l'électricité produite avant l'accident) Shinzo Abe pousse à la reprise du fonctionnement des réacteurs et a installé une commission chargée de fixer comme objectif à moyen terme de conserver au nucléaire entre 20 et 30% du futur mix électrique, ce qui ne l'a pas empêché de gagner les élections.

NRA, la nouvelle autorité de sûreté,

- a été créée, ce qui ne s'est pas fait en un jour mais en un an et demi,
- elle est indépendante, ce qui signifie que ni le Premier Ministre ni les grands ministères ne peuvent faire pression sur elle et encore moins les exploitants,
- les nouvelles règles applicables de sûreté ont été définies et approuvées,
- des experts ont été recrutés mais ils sont encore en nombre insuffisant (une centaine) pour analyser tous les dossiers qui ont été soumis (à ce jour 21 demandes concernant 14 sites différents ont été déposées), pour approuver toutes les modifications apportées aux installations, celles-ci sont très nombreuses et diverses) et les procédures d'exploitation afférentes ; nul doute qu'après redémarrage de chaque réacteur NRA vérifiera le bon fonctionnement des nouveaux appareils et de leurs procédures ; et
- d'ores et déjà NRA a achevé l'examen de 5 dossiers et 4 autres avancent bien ;
 - *Sendai-1 et 2* de KyushuEPCo (EPCo pour Electric Power Company) n'attendent plus qu'un feu vert gouvernemental après examen des plans d'évacuation ;
 - *Takahama-3 & 4* de KansaiEPCo qui n'a pas encore le feu vert des autorités locales, ce qui ne devrait pas poser de problème, tant l'exploitant est apprécié localement ;
 - *Ikata-3* de ShikokuEPCo suit de près ;
 - ainsi que *Genkai-3 et 4* de KyushuEPCo et *Ohi-3 et 4* de KansaiEPCo.

Chacun peut comprendre qu'après la catastrophe et les critiques justifiées à l'égard de l'ancienne NSA, la nouvelle NRA prend son temps pour analyser les dossiers et soit plus sévère et plus stricte que ne l'imaginaient les exploitants de centrales et plus encore certains de leurs fournisseurs de ceux-ci, surtout s'ils sont étrangers. Une chose est certaine : au Japon, la NRA n'est pas critiquée, ce qui est un réel succès. C'est clair qu'au plan national, l'essentiel du travail a été engagé : tout le système est en route pour que la reprise ait lieu dans de bonnes conditions mais sans précipitation ; c'est désormais au plan local (municipalités et provinces) que les choses doivent encore avancer site par site. Un grain de sable peut toujours venir gripper le processus : chaque démarrage devra être précédé d'un exercice qui sera à n'en pas douter très surveillé (NRA et autorités politiques locales).

La population sent bien que la relance approche et voit bien qu'il n'y a pas de réelle alternative durable à cette reprise : résignation ou fatalisme ancestraux d'un peuple peu enclin aux manifestations violentes et toujours respectueux des décisions qui sont prises dès lors qu'ait été mené à son terme un long processus d'échange entre toutes les parties prenantes. Tel est le prix de la remarquable cohésion sociale de tout un peuple qu'ont observé tous ceux qui ont séjourné au Japon.

Au Japon comme bien souvent dans d'autres pays certaines réalités sont mal comprises ou mal intégrées par la population : il faut en prendre compte sans chercher à brusquer l'opinion. Par exemple :

- Le Japon est une île parfaitement isolée et la majorité de la population ne s'intéresse vraiment qu'aux problèmes domestiques ;
- Tous les réacteurs sont à l'arrêt oui, mais personne ne manque d'électricité aujourd'hui et cela continuera demain même si elle est plus chère qu'auparavant ;
- Consommer des énergies fossiles, ce n'est pas bon pour le climat ? peut-être mais il n'appartient pas aux japonais de régler cette question ; de toute façon rien ne presse, l'air est plutôt pur ici ;
- Au Japon comme ailleurs bien des personnes croient naïvement que les énergies renouvelables sont bonnes et pas chères mais elles sont bien placées pour constater que celles-ci n'ont pas été d'un grand secours au cours des quatre dernières années ;
- La balance commerciale est gravement déficitaire du fait des importations d'énergie fossiles, cela concerne l'Etat mais, individuellement, personne ne s'en soucie alors que si un grave accident nucléaire survenait beaucoup de gens devraient abandonner leur maison : ce serait collectivement considéré comme une très grosse perte nationale bien pire qu'une simple perte économique ;
- Enfin un point semble créer quelques irritations : alors que jadis les autorisations étaient délivrées par le seul gouvernement central, puis il y a une vingtaine d'année après consultation du gouverneur de la province il faut maintenant que l'exploitant obtienne l'accord des municipalités où la centrale est implantée mais pas celles de localités un peu plus lointaines qui pourraient éventuellement être touchées !
- Un dernier point n'est pas résolu celui des multiples poursuites engagées par des associations désireuses de contrer un démarrage par tel ou tel exploitant. On vient d'en avoir la confirmation : suite à l'action d'un groupe de plaignants arguant du fait que le risque sismique serait mal pris en compte, un tribunal vient de s'opposer au redémarrage des deux réacteurs de Takahama pourtant autorisés par la sévère NRA ; l'électricien va faire appel. Un autre jugement est attendu prochainement pour les réacteurs de Sendai. Si on comprend que de tels jugements peuvent freiner le processus de reprise, on a cependant un peu de mal à imaginer comment de telles procédures pourraient aboutir à l'empêcher. Rappelons que, dans le cas de l'accident de Fukushima, des fautes patentes et des dysfonctionnements majeurs et répétés pendant des années n'ont abouti à aucune condamnation.

Les japonais sont très pragmatiques et des choses bougent :

- De nombreux industriels, petits ou grands, déplorent la détérioration (réelle ou prochaine) de leurs coûts en raison du renchérissement de l'électricité ;
- Les grands groupes industriels demandent de façon très insistante au gouvernement de donner son autorisation dès que sont réunies toutes les conditions techniques ;
- La sécurité des approvisionnements de pétrole et de gaz naturel du Moyen-Orient n'éveillait pas de souci particulier, mais le Japon commence à s'inquiéter de la sécurité dans les détroits qu'emprunte une grande part du trafic de même que du risque islamique depuis la mise à mort de deux de leurs ressortissants.

Aujourd'hui encore le Japon est encore en train de se remettre de l'impact de la catastrophe, que ce soit sur le plan de la reconstruction ou des interventions sur le site de Fukushima ou encore du choc émotionnel qu'elle a suscité. Il est clair que beaucoup de gens se préparent sans grand enthousiasme et avec beaucoup de circonspection à une reprise progressive de l'exploitation de certains réacteurs. Peu à peu beaucoup de gens semblent considérer que, quand elle est bien gérée et contrôlée, la technologie nucléaire ne présente pas de risques inhérents supérieurs à ceux qui existent au Japon : séismes, typhons, tsunamis et éruptions volcaniques. On entend parler du mois

de mai prochain. Pourquoi mai ? Pourquoi pas ? C'est difficile pour un français de se prononcer. Il y a au mois d'avril des élections locales ...peut-être s'agit-il simplement de ne pas faire de vagues !

Bernard Lenail